MONT-DE-PIÉTÉ
BERG VAN
BARMHARTIGHEID

→ Ad hoc
27/11

ASSEMBLÉES
01 -12- 2020
VERGADERINGEN

Service juridique
Mme Blaes

Monsieur Luc SYMOENS
Secrétaire communal
Hôtel de Ville - Grand Place

1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 23 novembre 2020

REÇU - ONTVANGEN
02 -12- 2020
Affaires Juridiques
Juridische Zaken

N/Réf. : EL/JDJ/28.205

Annexe : Délibération : Statut modifié

Monsieur le Secrétaire communal,

En sa séance de ce 19 novembre notre Conseil d'Administration a approuvé la modification du statut du personnel du Mont-de-Piété en deuxième lecture, intégrant ainsi les remarques acceptées du Comité supérieur de négociation.

Nous vous remercions d'inscrire ce point au Collège et au Conseil pour approbation définitive.

Vous remerciant de l'attention réservée à la présente, je vous prie d'agréer l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur général,
E. LAMBERT

19-23 Rue St-Ghislain / *St-Gisleinsstraat*
1000 Bruxelles / *Brussel*
tél : *02 512 13 85*
fax : *02 502 57 39*

www.montdepiete.be
www.bergvanbarmhartigheid.be
info@montdepiete.be
info@bergvanbarmhartigheid.be

Mont-de-Piété
de la Ville de Bruxelles



Berg van Barmhartigheid
van de Stad Brussel

Extrait de registre aux procès-verbaux des délibérations du Conseil d'Administration

---

Uittreksel uit het notulenboek van de Raad van Bestuur

---

19 novembre 2020 november

Présents – Aanwezig : - Administrateurs-Bestuurders : MM/HH PETERS
JOLIBOIS

Mme/Mevr GERLICA
MENGAL
MUTYEBELE

- Secrétaire-Secretaris ad interim : M/Dhr LAMBERT

- Observateurs du Conseil communal
Waarnemers van de Gemeenteraad : MM/HH BEN ABDELMOUMEN
HULSBOSCH
MAIMOUNI

Mme/Mevr VIVIER

Excusé – Verontschuldigd : M/Dhr MOHAMMAD

Mme/Mevr MOUSSAOUI

Concerne **Modification statut – 2e lecture**

Betreft **Wijziging statuut – 2e lezing**

Le Conseil,

Vu la loi du 30 avril 1848 réorganisant les Monts-de-Piété ;

Vu le règlement organique du Mont-de-Piété adopté par le Conseil communal du 07 septembre 2020 ;

Vu le statut administratif et pécuniaire du personnel du Mont-de-Piété tel qu'approuvé définitivement par le Conseil communal du 24 avril 2017 ;

Vu la nouvelle loi communal ;

Attendu qu'à l'instar de la Ville, il est nécessaire de procéder à une mise à jour du statut administratif et pécuniaire du personnel du Mont-de-Piété ;

Attendu qu'il est nécessaire d'apporter certaines corrections techniques aux versions francophone et néerlandophone du statut ;

Attendu qu'il convient de procéder à quelques renumérotations ;

Attendu qu'il est nécessaire d'adapter le statut à des évolutions légales ou règlementaires, notamment pour ce qui relève des dispositifs de réduction du temps de travail ;

Attendu que, bien que l'administration propose d'inverser les parties écrites et orales de l'examen, le Conseil décide pour des raisons de transparence, que les épreuves techniques se déroulent en premier lieu ;

Attendu qu'il est apparu nécessaire pour les postes d'encadrement d'évaluer les capacités managériales des candidats ;

Vu la nécessité de compléter la manière dont la réaffectation de travailleurs inaptes pour une fonction déterminée se déroule ;

Vu la nécessité d'intégrer dans le statut les dispositions en matière de congé parental et du congé pour assistance médicale ;

Attendu qu'il est nécessaire de mieux définir les types de formation afin que le plan de formation de l'institution ait la même structure que celui de la Ville ;

Attendu que le Mont-de-Piété dispose en son sein de 3 grands types de fonction

- Fonctions techniques pour lesquelles une carrière plane est organisée. Cette carrière intègre la valorisation de l'expertise acquise et la reconnaissance des responsabilités accrues dans le type de bien expertisé et la valeur de ceux-ci qui augmentent en fonction de l'accroissement de leur capacité d'appréciation.
- Fonctions ouvrières (magasin, maintenance, entretien) pour lesquelles deux mesures ont été prises
    - Suppression du niveau E et recrutement au D
    - Aménagement de fins de carrières avec processus de formation et de coaching pour organiser le passage vers les cadres administratifs et techniques lorsque l'agent s'avère incapable de poursuivre dans une fonction pénible sur le plan physique

- Fonctions administratives qui sont les plus nombreuses au sein de la structure et qui malgré des implications techniques croissantes ne voient pas l'accroissement de leur expertise et de leurs responsabilités reconnues ;

Attendu que ces fonctions administratives des caisses et du service administratif-vente qui doivent intégrer dans leur gestion quotidienne des aspects qui dépassent largement la simple tenue d'une caisse

- La loi du 05 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes
- La gestion de situation successorale complexe de clients décédés rendue encore plus complexe par le caractère multiculturel de la population
- La gestion et l'accompagnement des clients dont les biens sont saisis par l'autorité judiciaire
- La loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation d'espèces où leur responsabilité pénale est engagée dans le signalement à la CTIF des clients suspects ou à risque
- L'article 488/1 du Code civil relatif à l'administration provisoire des biens
- La gestion des prêts aux personnes morales
- La gestion des flux (inscription, agrément, paiement, ...) des paiements des clients achetant par téléphone ou en ligne
- La gestion de frais et produits divers dans les comptes clients et leur imputation d'une manière comptablement acceptable dans le programme « métier »
- La détection et la gestion des paiements au moyen de billets falsifiés
- Les dispositions légales relatives aux ventes publiques, la gestion des vendeurs, la rétrocession et le paiement des bonis, la gestion des acheteurs (particuliers ou personnes morales)
- La gestion des ventes de gré à gré dans le respect de l'article 40 du règlement organique ;

Attendu que ces fonctions administratives intègrent également la fonction de chargé de communication pour laquelle l'option retenue par le Conseil d'Administration a été de recruter au rang C (plutôt qu'au niveau Bachelor) et de former l'agent recruté sans toutefois prévoir à ce stade de reconnaissance en termes de carrière de l'expertise acquise

- Maitrise de programmes de gestion de site web et maitrise de notre stratégie digitale sur les réseaux sociaux
- Gestion des écrans en salle des guichets et d'exposition
- Maitrise de programme de création de documents, cahier, brochure, folders, affiche
- Contacts avec la presse, les écoles, les groupes, préparation de conférence de presse
- Proposition en termes d'utilisation du budget publicité
- Parfait bilinguisme ;

Vu le protocole d'accord 2016/01 du Comité C conclu le 09 mai 2016 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale fixant les dispositions générales en matière de statut pécuniaire et d'échelles de traitement du personnel communal prévoyant

- l'accélération de la carrière fonctionnelle (art 3 à 6)
- la possibilité de reconnaître une expertise spécifique en leur accordant un rang 4 même sans qu'il y ait d'obligations en termes de gestion d'équipe
- la possibilité de création d'un niveau 5 sans que l'échelle barémique soit clairement déterminée ;

Vu le travail réalisé de rationalisation des échelles barémiques effectué dans le cadre de la mise en œuvre de CAPELO et la possibilité de reconnaissance de l'expertise acquise et des responsabilités accrues au sein du rang 4 ;

Attendu que l'impact budgétaire de la mesure sera, vu le fait que cette revalorisation interviendra après 20 ans d'ancienneté de service, très progressive et peut être raisonnablement intégrée dans les projections pluriannuelles de nos dépenses ;

Attendu que la réalisation de modifications dans le statut nous permet d'adapter ce dernier à la loi pour ce qui est de l'âge de départ à la retraite ;

Vu l'approbation du statut modifié en première lecture le 10 septembre 2020 ;

Vu le protocole d'accord signé par tous les syndicats sur le texte visé moyennant quelques précisions techniques en date du 19 octobre 2020 ;

décide

1. d'approuver le statut administratif et pécuniaire du Mont-de-Piété en deuxième lecture tel que repris en annexe qui intègre quelques corrections techniques apportées au texte approuvé le 10 septembre 2020 :
    a. Art. 9 concernant les procédures relatives à l'occupation des postes adaptées ainsi : « Un poste vacant peut être pourvu par recrutement externe, promotion, mobilité interne, réaffectation ~~pour raisons médicales, réaffectation sur demande personnelle~~ ou par une combinaison de ces procédures ».
    b. Art. 25 point 5 concernant l'admission au stage : compléter par « à moins qu'elle ait été radiée ».
    c. Art. 71 (constitution des jurys d'examen) remplacer la phrase : « Elle est composée d'au moins trois membres, de sexes différents » par « La commission, qui est constituée de membres des deux sexes, compte au moins trois membres ».
    d. Art. 83 à 87 remplacer les termes « personnes handicapées » par « personne en situation de handicap ».
    e. Art. 109, version néerlandaise : remplacer « régionale » par « gewestelijk »
    f. Art. 122, supprimer « de la Ville de Bruxelles ».
    g. Art. 237, version néerlandaise : remplacer « régionale » par « gewestelijk ».
    h. Art. 323 concernant les services admissibles pour la fixation du traitement : supprimer « ou à la ville tant qu'il continue à en faire partie ainsi que ceux prestés antérieurement à son entrée en service à la ville ».
    i. Préciser la notion de « jour(s) » de la manière suivante

	articles
préciser que le terme "jour" renvoie à des jours calendrier	24, 29, 31, 50, 53, 131, 135, 136, 138, 142, 146, 212, 226, 280, 296, 310, 342, 346, 352
préciser que le terme "jour" renvoie à des jours ouvrables	190, 194, 195, 196, 237, 249, 283
préciser que le terme "jour" renvoie à des jours ouvrés	158

2. de charger l'administration de transmettre à la Ville les propositions de changements de l'arrêté du Conseil communal du 24 avril 2017 concernant le statut administratif et pécuniaire du Mont-de-Piété de la Ville de Bruxelles

De Raad,

Gelet op de wet van 30 april 1848 houdende weder inrichting van de Bergen van Barmhartigheid;

Gelet op het organiek reglement van de Berg van Barmhartigheid aangenomen door de Gemeenteraad van 07 september 2020;

Gelet op het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de Berg van Barmhartigheid zoals definitief goedgekeurd door de Gemeenteraad van 24 april 2017;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Overwegend dat, in navolging van de Stad, een update van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de Berg van Barmhartigheid vereist is;

Overwegend dat het nodig is een aantal technische correcties aan te brengen aan de Franstalige en Nederlandstalige versies van het statuut;

Overwegend dat er dient te worden overgegaan tot enkele hernummeringen;

Overwegend dat het nodig is om het statuut aan de wettelijke of reglementaire veranderingen aan te passen, en meer in het bijzonder aan de bepalingen aangaande de werktijdverminderingen;

Overwegend dat, hoewel de administratie voorstelt om het schriftelijke en mondelinge deel van het examen om te keren, de Raad om redenen van transparantie beslist dat de technische tests eerst plaatsvinden;

Overwegend dat het nodig is gebleken om voor de leidinggevende functies de management vaardigheden van de kandidaten te evalueren;

Gezien de noodzaak om de manier aan te vullen waarop de reaffectatie van de werknemers die ongeschikt bevonden werden voor een bepaalde functie gebeurt;

Gezien de noodzaak om in het statuut de bepalingen aangaande het ouderschapsverlof en het verlof voor medische bijstand op te nemen;
Gezien het nodig is om de verschillende types van opleiding beter te definiëren opdat het opleidingsplan van de instelling dezelfde structuur als dat van de Stad zou hebben;

Overwegend dat de Berg van Barmhartigheid over 3 grote soorten functies beschikt

- Technische functies waarvoor een vlakke loopbaan is georganiseerd. Deze loopbaan integreert de valorisatie van de opgedane expertise en de erkenning van de toegenomen verantwoordelijkheden in het soort geschatte voorwerp en de waarde ervan die verhogen in functie van de groei van hun schattingsvermogen.
- Arbeidersfunctie (magazijn, onderhoud) waarvoor twee maatregelen werden genomen
    - Opheffing van niveau E en aanwerving in D
    - Aanpassing van de einde loopbanen met opleidings- en coaching processen om de overgang naar de administratieve en technische kaders te organiseren wanneer het personeelslid niet meer in staat is om door te gaan in een fysiek veeleisende functie

- Administratieve functies die veelvuldiger zijn binnen de structuur en die ondanks de toenemende technische implicaties de groei van hun bekwaamheid en hun verantwoordelijkheden niet erkend zien;

Overwegend dat deze administratieve functies van de kassa's en van de administratieve dienst verkoop die in hun dagelijks beheer aspecten moeten integreren die veel verder gaan dan het eenvoudig houden van een kassa

- De wet van 05 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling
- Het beheer van complexe erfrechtelijke situaties van overleden klanten nog complexer gemaakt door het multiculturele karakter van de bevolking
- Beheer en ondersteuning van klanten waarvan goederen in beslag genomen werden door de gerechtelijke autoriteit
- De wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten waar hun strafrechtelijke verantwoordelijkheid betrokken is bij de melding aan het CFI van verdachte of risicoklanten
- Artikel 488/1 van het Burgerlijk wetboek betreffende het voorlopig bewind over goederen
- Het beheer van leningen aan rechtspersonen
- Het beheer van de geldstromen (inschrijving, goedkeuring, betaling, ...) der betalingen van de klanten die per telefoon of online kopen
- Het beheer van de kosten en de diverse producten in de klantenrekening en hun boeking op een aanvaardbare boekhoudkundige manier in het bedrijfsprogramma
- Detectie en beheer van betalingen met valse biljetten
- De wettelijke beschikkingen betreffende de openbare verkopen, het beheer van de verkopers, de teruggave en de betaling van de bonussen, het beheer van de kopers (particulieren of rechtspersonen)
- Het beheer van onderhandse verkopen met eerbiediging van artikel 40 van het organiek reglement;

Aangezien deze administratieve functies ook de functie van communicatiemedewerker integreren waarvoor de door de Raad van Bestuur gekozen optie was om aan te werven in rang C (eerder dan op Bachelorniveau) en het aangeworven personeelslid op te leiden zonder daarbij in dit stadium van loopbaanerkenning de verworven bekwaamheid te voorzien

- Beheersing van de websitebeheerprogramma's en beheersing van onze digitale strategie van sociale netwerken
- Beheer van de schermen in de loketten- en tentoonstellingszaal
- Beheersing van het ontwerpprogramma van documenten, schriftjes, brochures, folders, affiches
- Contacten met de pers, scholen, groepen, voorbereiding van persconferenties
- Voorstel voor het gebruik van de begroting publiciteit
- Uitstekende tweetaligheid;

Gelet op het akkoordprotocol 2016/01 van het Comité C afgesloten op 09 mei 2016;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake geldelijk statuut en de weddeschalen van het gemeentelijk personeel dat voorziet

- de versnelling van de functionele carrière (art 3 tot 6)
- de mogelijkheid om een specifieke expertise te herkennen door hen een rang 4 toe te kennen zelfs zonder dat er verplichtingen zijn op het gebied van teambeheer

- de mogelijkheid om een niveau 5 op te richten zonder dat de weddeschaal duidelijk bepaald is;

Gezien het werk dat is verricht om de baremaschalen te rationaliseren uitgevoerd in he kader van de CAPELO implementatie en de mogelijkheid van erkenning van de verworven bekwaamheid en verhoogde verantwoordelijkheid binnen rang 4;

Overwegend dat het begrotingseffect van de maatregel, gezien het feit dat deze herwaardering zal ingaan na 20 jaar dienstanciënniteit, zeer progressief zal zijn en redelijkerwijs kan worden geïntegreerd in de meerjarige prognoses van onze uitgaven;

Overwegend dat de verwezenlijking van de wijzigingen in het statuut ons in staat stelt om deze aan de wet aan te passen met betrekking tot de pensioenleeftijd;

Gezien de goedkeuring in eerste lezing van het aangepaste statuut op 10 september 2020;

Gezien het protocol van akkoord getekend door alle vakbonden op de betreffende tekst mits aanpassing van enkele technische verduidelijkingen op 19 oktober 2020;

beslist

1. het in bijlage gevoegde administratief en geldelijk statuut van de Berg van Barmhartigheid in tweede lezing goed te keuren dat enkele technische verbeteringen bevat die aangebracht werden aan de goedgekeurde tekst van 10 september 2020:
    a. Art 9. betreffende de procedures aangaande de bezetting van de posten, als volgt aangepast: « Een vacante betrekking kan worden ingevuld via externe aanwerving, bevordering, interne personeelsmobiliteit, ~~medische herplaatsing~~, herplaatsing ~~op eigen verzoek~~ of door een combinatie van deze procedures ».
    b. Art 25, punt 5 betreffende de toelating tot de stage aanvullen met « behalve indien dit geschrapt zou zijn ».
    c. Art 71 (samenstelling van de examenjury's) de zin « Zij is samengesteld uit minstens drie leden, van verschillend geslacht » vervangen door « De commissie, die samengesteld is uit leden van de beide geslachten, bevat minstens drie leden ».
    d. Art 83 tot 87, « gehandicapte personen » vervangen door « andersvaliden ».
    e. Art 109, Nederlandse versie: « Regionale » vervangen door « Gewestelijke ».
    f. Art 122, « van de stad Brussel » schrappen.
    g. Art 237, Nederlandse versie: « regionale » vervangen door « gewestelijke ».
    h. Art 323 betreffende de diensten die in aanmerking komen om de wedde te bepalen: « of bij de Stad zolang hij er in dienst is, alsook voorafgaand aan zijn indiensttreding heeft verricht » schrappen.
    i. De notie « dag(en) » als volgt verduidelijken

	artikels
Bepalen dat de term « dag » verwijst naar een kalenderdag	24, 29, 31, 50, 53, 131, 135, 136, 138, 142, 146, 212, 226, 280, 296, 310, 342, 346, 352
Bepalen dat de term « dag » verwijst naar een werkdag	190, 194, 195, 196, 237, 249, 283
Bepalen dat de term « dag » verwijst naar een arbeidsdag	158

2. de administratie te belasten om de voorgestelde aanpassingen aan het besluit van de Gemeenteraad van 24 juni 2017 aangaande het administratief en geldelijk statuut van de Berg van Barmhartigheid van de Stad Brussel over te maken aan de Stad

AINSI DELIBERE EN SEANCE DU 19 NOVEMBRE 2020

ALDUS BESLOTEN IN ZITTING VAN 19 NOVEMBER 2020

Pour le Conseil d'Administration.

Voor de Raad van Bestuur.

Le Secrétaire,
De Secretaris,

E. LAMBERT

Le Président,
De Voorzitter,

J-L. PETERS